

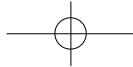
Dominique Boullier

# Que faire... des partis ?

Présentation du numéro

Une répartition récente semble assez opportune pour introduire cette question des partis, dans ce contexte de préparation de campagne présidentielle et législative. Simone Weil écrivait avant sa mort en 1943 une « note sur la suppression générale des partis politiques<sup>1</sup> » (publiée en 1950 dans la Table Ronde), note qui ne manque pas d'interpeller encore aujourd'hui par sa radicalité. Elle discernait trois caractères essentiels des partis : « Un parti politique est une machine à fabriquer de la passion collective. Un parti politique est une organisation construite de manière à exercer une pression collective sur la pensée de chacun des êtres humains qui en sont membres. La première fin, et, en dernière analyse, l'unique fin de tout parti politique est sa propre croissance, et cela sans aucune limite » (p. 35). On y perçoit bien la critique et le quasi dégoût des partis de masse totalitaires qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle par leur entreprise d'aliénation collective. Il serait sans doute difficile de reconnaître aux partis contemporains une grande capacité à exercer une pression sur la pensée de chacun de ses membres, tant l'esprit de discipline s'est effrité, sans doute remplacé plus subtilement par les influences des médias et de l'opinion en général. En revanche, les passions et la volonté de croissance des partis sont toujours là, et ces traits, du point de vue de Simone Weil, les disqualifiaient pour pouvoir organiser le débat public. Car ce qui l'inquiétait était avant tout le règne du mensonge, de la non-pensée, des clivages artificiels, alors qu'elle imaginait possible de faire vivre des milieux d'affinité, « maintenus à l'état de fluidité ». Au fond, c'est bien ce qui rend aussi énigmatique toute cette machinerie politique, à la fois si attirante par ses passions, ses aspirations collectives et ses supposées clartés (on tranche, on prend parti) et si décevante par ses effets de luttes intestines jusqu'au plus petit poste, avec les plus petits arguments, pour les plus petits effets sur le gouvernement des « choses » réelles du peuple. Le décalage

<sup>1</sup>Simone Weil, *Note sur la suppression générale des partis politiques*, Paris, Climats, 2006.



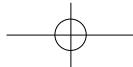
constant entre le politique, supposé noble, et les politiciens, qui doivent pourtant l'incarner, fait l'objet d'une déploration constamment renouvelée. Qu'est-ce qui rendrait pourtant inévitable ce système des partis ? Et comment se fait-il que toute entreprise d'incarnation des choix politiques se transforme en cette guerre de tous contre tous, au sein de chaque camp et sous-camp ?

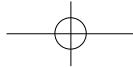
Les deux notes de lecture de la fin du numéro pourront en fournir quelques clés. Bernard Manin, dans un ouvrage fondamental<sup>2</sup>, avait bien montré comment la démocratie représentative était nécessairement élitaire dans son principe même, alors que le modèle athénien, organisé par le tirage au sort et la rotation des charges, savait la constitution d'une éventuelle caste. Tous les systèmes démocratiques auront ce même souci, corriger constamment ce défaut originaire du principe de représentation, qui veut que l'on confisque la parole de ceux dont on devient le porte-parole. Et le passage à la démocratie du public que souligne Manin organise sans doute une autre forme de confiscation.

Critique que Rancière<sup>3</sup> radicalise en montrant que le principe de la démocratie consiste précisément à organiser une contestation permanente de la tendance oligarchique, présente dans le seul fait que le pouvoir va à ceux qui en ont le désir : d'où l'intérêt du tirage au sort où exercent des personnes qui n'ont pas intrigué pour cela et qui ne prétendent pas à une légitimité « naturelle » par leur naissance, leur savoir ou leur richesse. La démocratie est alors un processus pour décaler en permanence la représentation politique d'une quelconque reproduction sociale : c'est la condition même pour accéder au politique, au possible monde commun. En cela, il défend la démocratie contre tous ceux qui prétendent précisément qu'elle se perd dans l'égalitarisme, en niant la domination légitime des élites déjà constituée, et notamment l'élite des savants qui précisément portent cette critique ! Dès lors, on peut être conduit à défendre la forme « parti politique » comme méthode de production d'élites non prédefinies par la société, mais on peut tout aussitôt s'en inquiéter en constatant que ce sont en fait, à travers les partis, toujours les mêmes oligarchies qui se font désigner, par l'argent aux USA, par l'ENA en France, bientôt par les médias, si l'on en croit le pionnier Berlusconi (mais l'argent n'y est pas pour rien !).

<sup>2</sup>Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 1996.

<sup>3</sup>Jacques Rancière, *La haine de la démocratie*, Paris, Éditions La Fabrique, 2005.





Luc Boltanski part apparemment d'un point de vue fort éloigné de cet enjeu. Il remet ici en perspective ses travaux sur la culture du projet qui a pris place dans notre univers au point de former une « cité », un principe supérieur de jugement, ainsi qu'il l'avait présenté dans son ouvrage écrit avec Ève Chiappello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, et qui pénètre notre sphère privée de la production des êtres, comme il l'avait montré dans son analyse de « la condition fœtale ». Cette mise en relation lui permet de voir comment les positionnements politiques classiques gauche-droite ne sont pas alignés dès lors que l'on parle de production des biens ou de production des êtres: la gauche sera libérale dans le domaine de la production des êtres et pour un contrôle étatique dans celui de la production des biens et inversement pour la droite. Or, les enjeux dits privés ou moraux ont occupé une place considérable dans les années récentes et les avancées scientifiques et techniques, telles que le clonage, ne peuvent que susciter encore plus de débats, et seront d'ailleurs de plus en plus liés à la production des biens. Mais comment organiser des collectifs mobilisés sur ces bases contradictoires, pris dans une critique du projet au sens capitaliste mais le défendant au sens biopolitique des « droits des personnes » ? Luc Boltanski offre une piste en préconisant de reprendre la question des dépendances et interdépendances, au-delà des principes d'autonomie. C'est d'une certaine façon ce que les cosmopolitiques s'attachent à faire: prendre en compte les attachements tout en assumant leurs incertitudes, ce programme valant tout autant dans la production des biens que dans la production des êtres, dans la sphère économique que dans la sphère privée. Les discours des futurs candidats maniant à la fois les questions économiques (libéral flexible à droite, plus sécurisant à gauche) et les questions privées (sécurité et ordre à droite, choix et projet à gauche) seront sans doute l'occasion de vérifier ce croisement impossible, ce qui rend d'ailleurs les deux camps si difficiles à départager dans la plupart des démocraties (USA, Allemagne, Italie, France).

Dans l'article écrit en commun avec Éric Macé, nous tentons de reprendre une autre forme de topologie des possibles politiques, en montrant comment les formes actuelles de structures politiques sont loin de permettre la mise en œuvre de nos cosmopolitiques, celles qui permettraient à la fois de prendre en compte les attachements (et non de les couper comme le prétend le modernisme, qui tend vers une démocratie technocratique) et d'accepter les incertitudes de ces attachements mêmes (et non les certitudes des camps établis qui reproduisent constamment et *a priori* les mêmes divisions). Mais si

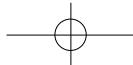


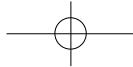
recomposer les collectifs et les problèmes nécessite certaines méthodes, plus proches de la perplexité et de la consultation que proposait Bruno Latour dans ses *Politiques de la nature*, il n'empêche que les moments de hiérarchisation et d'institutionnalisation qu'il annonçait aussi peuvent nécessiter la désignation de représentants qui prennent des décisions. À ce moment, la désignation de ces représentants, qui constitue la fonction principale des partis, redevient incontournable. Nous proposons cependant de séparer les fonctions plus clairement sans contraindre ceux qui veulent mener des campagnes d'action à se préoccuper d'élections en permanence, comme c'est souvent le cas des partis. Et de permettre de retisser des liens avec des cercles voisins, associatifs, activistes, qui peuvent avoir leur mot à dire sur les orientations générales du parti sans souhaiter s'y investir. Ce n'est pas encore traiter la question du désir de pouvoir évoquée par Rancière et par la démocratie athénienne mais c'est au moins donner de l'espace au sein des partis à ceux qui ne sont pas pris par ce désir de pouvoir, cette pulsion d'élection qui prend tout le monde.

Dans la deuxième partie du numéro, le journal d'Évelyne Damm Jimenez sur sa campagne électorale met bien cela en scène : les volontaires non carriéristes qui font acte de candidature par une sorte de bonne volonté militante, continuent à pratiquer des formes de relation avec « le terrain » qui font une nette différence avec les autres candidats. Mais ce contact est lui-même une dure leçon dès lors que l'on perçoit chez les électeurs des attentes finalement stéréotypées, de prise en charge ou de désintérêt.

Cet abus d'intérêt pour le pouvoir, qui serait finalement le danger le plus grand pour la démocratie, trouve effectivement un écho dans la désaffection politique massive que tous déplorent de concert au moment de chaque élection, mais plus encore dans la fréquentation régulière des partis, de façon plus marquée en France. Jacques Ion montre en fait que ce phénomène de désengagement<sup>4</sup> n'a rien de spécifique à la « forme parti » puisqu'il touche aussi les associations. Combien de fois n'a-t-on pas entendu les bénévoles en charge des associations se plaindre des attitudes de « consommateurs » de leurs adhérents ? Jacques Ion analyse cela comme la difficile reconnaissance de la place des individus dans l'espace politique : en effet, c'est le citoyen qui est reconnu, de préférence même le collectif de citoyens, et

<sup>4</sup> Étudié aussi dans un ouvrage collectif dirigé par Olivier Fillieule, *Le désengagement militant*, Paris : Belin, 2005.



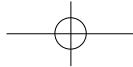


stigmatisé comme privé ou comme intérêt particulier, sauront reconnaître cette disqualification. De la même façon que Rancière, Jacques Ion n'a guère envie d'alimenter les plaintes contre l'individualisme comme explication de l'affaiblissement de la démocratie. Il souligne plutôt l'impératif, pour tous les collectifs qui prétendent produire de la représentation, de prendre en compte désormais les singularités (plutôt que les individus si aisément décriés). Paradoxe alors de la représentation qui ne peut plus agréger aussi simplement mais qui doit composer avec tous ceux qui d'une façon ou d'une autre résistent à se faire représenter, c'est-à-dire aussi à se taire, qui ne font plus masse mais pas même public.

Anne Coppel, revenant sur son expérience dans le champ des toxicomanies, fait le récit détaillé de tous ces moments de disparition de ces singularités, et notamment de ce statut singulier « d'usagers des drogues », qui fait tant horreur à la classe politique. À gauche comme à droite, qu'ils soient malades ou délinquants, les drogués n'ont pas de place pour entrer dans le jeu de la composition des politiques qui les concernent : c'est pourtant seulement quand les programmes de substitution et d'échanges de seringues ont été mis en œuvre, en prenant les drogués sans *a priori* et pour ce qu'ils sont, que les effets sur la santé publique ont été spectaculaires. À tel point que l'on ne peut plus revenir sur ces politiques, même lorsqu'on tient un discours répressif sur la drogue qui se rabat en fait sur les consommateurs de cannabis uniquement ! Soit les usagers n'ont pas de statut dans le discours politique, soit, quand dans les faits ils en prennent un, on s'empresse de produire un autre discours qui maintient les catégories anciennes pour le public. À côté de cela, les discours anti-prohibition officiels des Verts sont des incantations qui ne mesurent pas non plus le difficile travail de construction d'un monde commun avec les usagers eux-mêmes pour trouver des vraies solutions.

On pourrait alors penser que cette incapacité chronique des partis à parler des « choses » du public<sup>5</sup> viendrait du fait qu'il est entièrement associé à une technostructure et qu'il gouverne finalement au nom de la science : la tendance oligarchique des démocraties pouvait en effet reposer sur la possession du savoir. Pourtant, Francis-André Wollman nous explique qu'il n'en est rien. Si les crédits de la recherche en France ont été tant négligés, c'est bien qu'il n'y a pas non plus d'appui véritable sur la recherche pour fonder des décisions. C'est pourtant ce qui pourrait sembler lorsque l'on

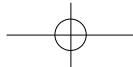
<sup>5</sup>Nous avons développé cet argument dans « S'orienter en politique : des partis et des ennemis », in L'olive et Soubeyran (eds), *Cosmopolitiques et aménagement*, Actes du colloque de Cerisy, septembre 2003 (à paraître).

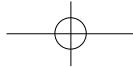


demande des vérités aux scientifiques ! Mais ce que les politiques devraient leur emprunter, c'est plutôt leur art du débat, de la controverse et de l'expérimentation, comme l'a montré si souvent Bruno Latour. La prédominance de la figure de l'intellectuel en France, une spécialité locale, rend en fait plus difficile encore l'emprunt de ce que F.-A. Wollman appelle le savoir-penser des scientifiques, qui serait pourtant bien nécessaire aux politiques aussi, une fois traduit dans leur propre monde.

Nous avons fait ainsi ce constat de la difficulté des politiques à prendre en compte des paroles diverses, celles des drogués, des scientifiques ou des associatifs, et à leur emprunter ce qu'elles ont d'original dans leur savoir-faire (qui est plutôt un « savoir-mettre ensemble ») ou à défaut de leur confier des missions spécifiques. On ne peut guère s'étonner dès lors que Joël Martine en tire la conclusion d'une fatale dégénérescence des « formes partis », rejoignant en cela Simone Weil, et insistant sur les écuries, les clans et l'énergie mise à défendre ces positions personnelles ou pseudo collectives. Mais de façon intéressante, il admet cependant que les modèles alternatifs ne sont pas si aisés à trouver: c'est pourquoi il propose plutôt une mise sous surveillance du pouvoir, une forme de « non-parti » permettant la circulation des idées et des mobilisations pendant que les partis continuent à organiser, avec tous leurs défauts, la circulation des candidats aux postes électifs. Il rejoint ainsi, selon nous, une posture que l'on peut trouver par exemple chez Fichte, qui proposait « une absolue puissance négative » pour contrôler le gouvernement. Il le désigne sous le nom d'éphorat, prolongeant ainsi le tribunat romain pour se situer entre le peuple et le gouvernement. Le contrôle réciproque supposé s'exercer grâce à la séparation des pouvoirs n'est qu'un élément de la lutte contre la tendance oligarchique, même chez Montesquieu, car en réalité, législatif, exécutif et judiciaire finissent par vivre ensemble dans le même monde séparé du peuple. À défaut de réinventer toutes les formes de représentation, Fichte insistait sur ce pouvoir de contrôle, purement négatif.

Or, les Verts vont bien plus loin que cette posture d'autolimitation: ils ont prétendu pouvoir faire de la politique autrement. C'est au bilan, certes sommaire de cette prétention que contribue la deuxième partie de ce numéro Benoît Rihoux, qui a eu l'avantage d'exercer un audit officiellement reconnu par le parti vert français, n'y va pas par quatre chemins. Il est temps d'abandonner ces prétentions de la politique autrement si les Verts veulent gagner une stature politique plus solide et avoir ainsi des chances de peser durablement sur les politiques publiques. Tout au long





de son entretien, il veille cependant à rappeler à quel point la situation française est particulière, avec ses institutions de la Ve République, toutes entières faites pour maintenir une oligarchie au pouvoir, cas unique dans toute l'Europe. Mais selon lui, c'est la faiblesse de toute la structure sociale française, et la faiblesse de toutes ses organisations, partis, syndicats ou associations, qui rend la France si particulière en Europe, handicap certain de son Ancien Régime finalement jamais liquidé (ce qui est le paradoxe de la critique des républicains français contre la démocratie, car leur critique s'adresse en fait à l'un des pays les moins démocratiques du continent!). Face à cela, les Verts seraient, selon B. Rihoux, dans une obligation, plus impérieuse que partout ailleurs en Europe, d'adaptation aux contraintes de la politique représentative. Les *Grünen* allemands ont su le faire, avec une attitude délibérément favorable à la mise en avant de leaders par exemple, alors que leur système électoral les y obligeait moins que les Verts français. Mais perdre les avantages de l'expression individuelle pour des militants de haut niveau de formation, aussi haut sinon plus que celui de leurs dirigeants, cas unique dans les partis français, voilà qui supposerait un deuil difficile à envisager.

Bruno Villalba adopte, de son côté, une approche plus historique pour montrer ce que les Verts ont pu faire comme efforts d'adaptation durant leur courte histoire. Et il montre qu'ils les ont souvent faits dans des situations de contraintes soudaines, telle que la dissolution surprise de 1997, qui leur offrit l'occasion d'accéder à des postes gouvernementaux sans expérience de gestion sérieuse à différents niveaux des institutions françaises. Dès lors, le bilan politique fut très controversé, et cela joue depuis contre des réformes pour adapter encore un peu plus le parti aux nécessités de la participation à la gestion par exemple. Lorsque tout se justifie avant tout par une nécessité de survie plus que par un choix entre plusieurs pistes également possibles, la diversité des cultures des Verts, qui se sont renforcés sans réellement intégrer en profondeur les nouveaux arrivants, reprend le dessus: les oppositions d'écurie reprochées aux autres partis sont largement présentes et parfois même bien plus difficiles à expliciter politiquement<sup>6</sup>. Ainsi, Bruno Villalba

**6** L'explicitation politique des divergences devient singulièrement difficile lorsque l'opposition de candidatures internes des Verts à la présidentielle aboutit à la mise en scène d'un ex-couple. Révélée publiquement à l'occasion de cette campagne interne, cette relation qui mêle amour et politique est certes touchante mais elle ne peut qu'entraîner la question suivante: ne serait-ce pas une figure de couple parental qui domine la vie politique interne des Verts, couple qui les a fait basculer à gauche qui plus est? (Noter que dans le même temps, un autre couple domine le Parti socialiste). Certains auront alors beau jeu de rappeler le refrain habituel sur l'infantilisme des Verts mais il faudrait alors en faire l'analyse clinique. Or, faire de la politique, c'est quitter ce stade psycho-familial



considère que l'adaptation des Verts est nettement plus avancée que ne le suggérait Benoît Rihoux, mais il montre bien qu'elle se fait quelque peu le dos au mur. Dans la mesure où elle ne parvient pas à s'expliquer, nous pourrions considérer qu'elle explique le climat difficile à l'intérieur du parti.

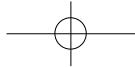
Ces questions pourraient sembler loin des préoccupations des partis Verts africains, encore plus jeunes et pris dans des situations souvent difficiles tant sur le plan environnemental que sur le plan politique. Le président de leur fédération, Jean Nke Ndi ne masque pas ces difficultés mais il précise aussi les atouts de la vie sociale et politique africaine liées à certaines de ses traditions. La solidarité n'est pas un vain mot dès lors que l'État n'a jamais pris de rôle providentiel historiquement. De même, les formes de discussion ont leurs règles et leurs apprentissages bien au-delà d'une sphère politique autonome. Ces ressources pourraient être la base d'une participation politique d'un type nouveau si les habitudes prises de dépendance financière des élites vis-à-vis de l'Occident ne mettaient tout cela en péril. Là encore les tendances oligarchiques, appuyées ici sur la richesse, dénaturent tout rôle possible de parti.

S'il apparaît illusoire d'attendre une nouvelle forme d'organisation permettant la désignation des candidats aux postes électifs dans un bref délai, ce tour d'horizon permet cependant de poser quelques repères :

que décrit Gérard Mendel et prendre le pouvoir collectivement sans mobiliser des peurs de type infantiles. Les autres partis font sans cesse appel à une figure paternelle qui leur garantit une prise en charge, avec chantage à l'amour à la clé, qui marque tous les schémas autoritaires : on ne compte plus les pères de la nation ou du peuple. Ce sera plus grave si ces positions psycho-familiales gouvernent les discours que l'on se prépare à servir aux français, avec le jeu actuel du chef sous toutes ses formes à droite et de la mère protectrice mais ferme à gauche. Et si on prenait le risque de refaire de la politique en reprenant le pouvoir ?

- 1- Le cadre institutionnel français ne peut que renforcer les tendances oligarchiques de toute société démocratique : c'est vrai de son système électoral et politique, c'est aussi vrai plus largement de son déséquilibre durable en faveur d'un état centralisé géré par une élite issue des mêmes écoles, éliminant toute chance durable de constitution d'une véritable activité de la société civile. Une VI<sup>e</sup> République est sans doute une base mais le mal est plus profond.
- 2- La démocratie ne reste vivante qu'à la condition d'organiser ou au moins de permettre l'émergence de paroles et de collectifs singuliers, qui interrogent radicalement tout accaparement de la parole et du pouvoir.





- 3- Les partis de ce point de vue se devraient d'agir paradoxalement pour organiser leur propre contestation des monopoles qui sont les leurs dans la représentation des collectifs: des cercles élargis, des tirages au sort devraient petit à petit casser les stratégies carriéristes qui épuisent la vie des militants ordinaires. Ce contournement se produit de toutes façons actuellement avec les systèmes d'adhésion de masse par internet et les candidatures d'opinion contre les procédures des partis. Cette adaptation à la société de l'opinion est elle-même un choix politique.
- 4- Des voies pour repolitiser les partis, c'est-à-dire pour les sortir de leur monopole naturel de la représentation au profit d'une oligarchie, pour les reconnecter avec « les choses du public » d'une part, et avec l'incertitude du débat, des objets et des postes de représentation d'autre part, devraient constituer un positionnement original pour un parti qui en tirerait certainement profit.
- 5- Mais cela suppose une mise en danger de soi en tant que parti, en tant que filière de recrutement des candidats aux postes électifs et l'on voit mal quel niveau de crise il faudrait atteindre pour sortir de ces réflexes de survie: la politique autrement des Verts n'a été dictée que par ces adaptations non assumées. Soit ils sont capables de prendre ce risque de formes nouvelles, soit ils assument leur adaptation au système de représentation actuel. Dans tous les cas, leur position intermédiaire non explicitée semble actuellement une impasse.

